

7 décembre 1995 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Helmut Kohl, chancelier d'Allemagne, sur les relations franco-allemandes, le sort des pilotes français abattus en Bosnie et la situation financière et sociale de la France, Baden-Baden le 7 décembre 1995.

Monsieur le Président de la République,

- Mesdames,

- Messieurs,

- LE CHANCELIER KOHL.- Je souhaiterais, monsieur le Président de la République, ainsi que les membres de la délégation française, vous saluer une nouvelle fois en Allemagne, à Baden-Baden.

- Je voudrais saisir cette occasion pour remercier le Land de Bade-Wurtemberg, M. Teufel, ministre président, la ville de Baden-Baden et son maire pour leur accueil, pour nous tous il a été tout à fait favorable. Nous avons été très heureux de pouvoir participer à l'inauguration de la stèle à Konrad Adenauer, marquant l'inauguration de la place Konrad Adenauer.

- Baden-Baden a toujours été une ville connaissant une situation géographique particulière mais proche aussi, sur le plan culturel et sur le plan intellectuel, de la France.

- C'est le siège du commandement des forces armées stationnées en Allemagne, intégré à l'Eurocorps et il faut toujours se rappeler que dans cette brigade franco-allemande, nous avons à la fois des jeunes soldats français, des jeunes soldats allemands. Ils y effectuent leur service militaire en commun. Parmi les joies de la journée d'aujourd'hui, nous avons eu un rapport des ministres français et allemands de la défense qui nous ont signalé que l'on examine actuellement une solution - des problèmes juridiques devant être réglés - permettant aux jeunes appelés français et allemands de faire une partie de leur service pour les Allemands dans l'armée française, pour les Français dans l'armée allemande.\

LE CHANCELIER KOHL.- (Suite)

- Le dernier sommet franco-allemand a eu lieu à Strasbourg, aujourd'hui, nous sommes sur l'autre rive du Rhin dans le pays de Bade. Nous savons tous que l'amitié entre nos peuples se fonde de manière essentielle sur les contacts entre les hommes, sur les échanges entre les hommes des deux côtés de la frontière. Cette frontière ne doit pas nous séparer, mais elle doit avoir une fonction de pont et de passerelle et la coopération dans la région a un caractère tout à fait exemplaire (entre l'Alsace et le pays de Bade) pour une évolution future en Europe. Nous avons une coopération régionale et une coopération locale.

- Le sommet d'aujourd'hui, mesdames, messieurs, a été particulièrement positif, actuellement la lettre commune du Président Chirac et moi-même est transmise à Felipe Gonzalez, le Président de l'Union européenne pendant ce semestre. Ce sont nos propositions, nos contributions pour le Sommet de Madrid, dans quinze jours, et pour le faire progresser. Les ministres de l'intérieur, ont signé un accord sur une coopération plus étroite entre les polices des frontières. Il s'agit d'une coopération entre les commissariats, des commissariats communs qui devraient permettre une coopération encore plus étroite dans notre zone frontalière. Dans le domaine de la politique de la défense et de la sécurité nous avons eu un accord sur un satellite de reconnaissance aérien c'est

un texte qui est en cours de distribution, ou qui sera distribué.

- En ce qui concerne le Sommet européen de Madrid, des 15 et 16 décembre 1995, nous en avons parlé de manière tout à fait approfondie. Nous avons aussi pensé au début de l'année prochaine. En effet, au 1er janvier de l'année 1996, nous entrons dans l'année de la Conférence Intergouvernementale. Dans la lettre commune au Président du Conseil espagnol, nous avons repris nos réflexions : la Conférence intergouvernementale doit progresser rapidement, elle doit permettre d'autre part, que l'Union économique et monétaire puisse se tenir dans les délais et progresser dans la définition des périodes à prendre en compte pour les critères.

- Nous avons aussi discuté aujourd'hui de la coopération avec les pays d'Europe, de l'est et du sud-est et de Chypre. Nous pensons qu'un signal doit être transmis à ces pays.

- Ces pays néanmoins, devront faire le nécessaire de leur côté. Même s'ils ne sont pas encore en mesure d'opter pour l'adhésion, il faut qu'ils puissent ne pas rester devant la porte et faire des efforts, avec l'aide de l'Union européenne. Nous avons d'autre part, parlé des échanges et des relations de partenaires avec les régions voisines l'Ukraine, la Russie, la Turquie.\

LE CHANCELIER KOHL.- (suite) Je voudrais répéter, encore une fois, combien je remercie la France pour les efforts qui sont très grands qui sont faits par celle-ci, pour qu'en fonction des critères de stabilité, les objectifs soient atteints. Je crois que c'est une des expériences les plus heureuses de la coopération franco-allemande, que d'arriver à une pensée commune dans tous les points de la politique économique et monétaire. Les critères, le calendrier, nous voulons les tenir.

- Dans la préparation de la Conférence intergouvernementale, nous avons d'ores et déjà à préparer Madrid et nous allons de manière encore plus intensive, avec l'ouverture de la Conférence intergouvernementale, au cours des premiers mois de l'année prochaine, asseoir une coopération extrêmement étroite. Le rapport du groupe de réflexion sur la préparation de la Conférence intergouvernementale va certainement avoir autant d'importance à Madrid que nos propres suggestions et propositions pour la suite des débats. Pour nous les thèmes importants sont : l'amélioration de la politique étrangère et de sécurité commune & le renforcement de la coopération dans le domaine de la politique intérieure et dans le domaine juridique & l'amélioration de l'efficacité des organes de l'Union européenne. Ce sont là des thèmes les plus importants. Néanmoins, le Président Chirac et moi-même estimons qu'il faut veiller à ce que cette conférence ne soit pas surchargée de thèmes techniques dès le départ, lui interdisant ainsi, de prendre les décisions nécessaires.

- Après la réunion du Conseil de Défense et de Sécurité franco-allemand qui a eu lieu aujourd'hui aussi, une conclusion importante, le gouvernement fédéral et moi-même, souhaitons honorer de façon tout à fait positive, le rapprochement de la France et de l'OTAN. Il s'agit pour nous d'un point tout à fait décisif.

- J'ai déjà signalé - vous avez je crois une déclaration de presse qui vous a été distribuée - qu'un accord de principe est pris pour un système de reconnaissance spatial qui va être développé en commun par la France et l'Allemagne, avec tout ce qui est nécessaire pour un tel système. Nous souhaitons que ces possibilités puissent être utilisées par des tiers, je pense aux Etats-Unis, pour arriver à une coopération.

- Dernier point enfin, nous avons peu de temps, je signale néanmoins que bien évidemment nous avons parlé des évolutions de l'ex-Yougoslavie. Dayton est pour nous un pas extrêmement intéressant, important, il s'agit maintenant de mettre en oeuvre, en toute logique, cette décision. Je souhaiterais à cette occasion, dire moi-même que j'appuie tout à fait les efforts du Président Chirac pour que la partie serbe donne des nouvelles aussi rapidement que possible du sort des deux pilotes français.

- Si on veut la paix, il faut pouvoir se comporter de manière humaine aussi, pour les familles touchées et pour gagner la sympathie de tous les citoyens et citoyennes français. Nous devons dire que nous sommes actuellement à leur côté par ce qui concerne le sort de ces deux pilotes.

- Monsieur le Président de la République vous avez la parole.\

LE PRESIDENT.- Monsieur le Chancelier, je la prendrai de façon extrêmement courte. D'abord, nous vous remercions de votre aide, en effet, des problèmes auxquels nous sommes confrontés

pour vous remercier de votre aide, au sujet des problèmes auxquels nous sommes confrontés, avec les deux pilotes français qui sont retenus prisonniers par les autorités Bosno-Serbes, semble-t-il. Pour vous remercier également de ce Sommet, dont la densité a été forte et dont l'agrément a été grand. Je voudrais remercier également le ministre président du Land de Bade-Wurtemberg et le maire de Baden-Baden pour un accueil particulièrement agréable. Sur le fond, le Chancelier a précisé la totalité des sujets que nous avons évoqués. Je dois dire que sur aucun d'entre eux il n'y a eu la moindre difficulté, le moindre problème donc je voudrais également remercier l'ensemble des ministres allemands et français qui avaient bien préparé les choses. Je suis prêt pour ma part, et sous l'autorité et la présidence du Chancelier, à répondre aux questions qui pourraient m'être posées.

- LE CHANCELIER KOHL.- Je vous remercie. Il est bien évidemment possible de poser des questions aux ministres présents. C'est une offre généreuse que je vous fais. Vous avez la parole.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, je voudrais savoir si vous n'êtes pas un peu inquiet de la détérioration de la situation sociale en France et ne craigniez-vous pas que la France renonce au cap arrêté par le Président de la République d'une réduction rapide du déficit budgétaire ?

- LE CHANCELIER KOHL.- C'est une crainte que je n'ai absolument pas. Je sais par ma propre expérience combien il est difficile de consolider un budget et pour cela de prendre des mesures nécessaires et les économies sont quelquefois difficiles pour les personnes concernées. Mais je comprends parfaitement que le Président de la République et le gouvernement français, dans cette situation particulière qui traduit le changement de l'Europe, du monde, fasse absolument tout ce qui est nécessaire pour préparer la France à l'avenir. Je n'ai aucune raison de penser qu'il faudrait avoir quelque inquiétude que ce soit. J'ai moi-même connu des tempêtes comparables, dans d'autres circonstances. Si l'on est convaincu de la justesse de la politique il faut, dans une situation concrète, être ferme et courageux. On constate très souvent que les critiques, au bout d'un certain temps, trouvent tout à fait bon ce qu'autrefois ils trouvaient mauvais. Cela fait partie de l'expérience quotidienne.\

QUESTION.- Monsieur le Président, le Chancelier m'aide un peu à poser ma question puisqu'il a fait très clairement référence à ce qui se passe en France. Cet après-midi le maire de Baden-Baden, vous disait qu'à une époque, cette ville était un faubourg de Paris. On sait que vous avez pris beaucoup de coups politiques dans votre vie et dans votre carrière, c'est maintenant la première grande et vraie expérience et épreuve politique de votre présidence. Pouvez-vous nous dire quel état d'esprit est le vôtre ce soir ?

- LE PRESIDENT.- Voilà une question gentille. Je suis dans un excellent état d'esprit, pour une raison simple, c'est que nous venons d'avoir un sommet qui m'a comblé, qui a fait apparaître les très fortes convergences qui existent entre la France et l'Allemagne et par conséquent les progrès que l'on peut escompter dans la construction de l'Europe, qui est notre grande ambition. Pour le reste je ne ferai aucun commentaire, cela va de soi. Je n'ai pas l'habitude de faire - j'allais dire à l'étranger, mais je ne me sens pas à l'étranger ici, alors je dirais en dehors du territoire national, il y a une nuance - de commentaire sur la situation en France, n'en attendez donc pas de moi. Cela va de soi me semble-t-il.

- Si ce n'est peut être un commentaire. Dans le propos de votre précédent confrère, il y avait comme - à moins que je l'ai mal interprété - une question sur la détermination de la France à respecter dans les délais prévus les obligations du traité qu'elle a signé et ratifié. Pour la réduction des déficits, ce n'est pas une politique motivée par le Traité de Maastricht où telle ou telle contrainte qui nous serait imposée de l'extérieur. C'est une politique dont la seule motivation est d'adapter les structures de notre pays à un véritable combat contre le chômage et pour le retour à la cohésion sociale, sans laquelle la France ne pourra pas prétendre être une grande nation et assumer son progrès pour l'ensemble des enfants, sans laquelle elle ne pourra pas répondre aux légitimes ambitions des jeunes de notre pays. Quand j'observe le gouvernement prendre des mesures tendant à faire en sorte que l'on gère sérieusement nos affaires et que l'on s'adapte à notre temps, j' imagine ce à quoi il pense, ce n'est pas à tel ou tel traité, ce à quoi il pense, c'est aux gens qui chez nous sont malheureux, ou risquent de l'être. C'est aussi aux

jeunes, pour lesquels il est indispensable d'ouvrir un horizon permettant la création d'emplois leur assurant une protection sociale au moins à l'égal de celle qu'ont connue leurs anciens. Voilà ce à quoi je pense, lorsque je parle de ces contraintes.\

QUESTION.- Monsieur le Président, monsieur le Chancelier, vous n'avez pas peur que les partenaires les "plus petits" se sentent dominés par les "plus grands", l'axe franco-allemand par exemple ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Je dois dire que, tout comme on reparle du monstre du Loch Ness, aux conférences de presse on pose votre question. La question est simple et la réponse est claire. Si les Français et les Allemands se disputent, s'ils ne s'aident pas sur la voie de l'Europe, on dit : - c'est d'ailleurs ce que vous écrirez - ce sont des gens qui n'ont pas compris leur époque. Ils n'ont pas compris que, cinquante ans après la deuxième guerre mondiale, cinq ans avant le prochain siècle, le prochain millénaire, leur métier, leur devoir, est de construire l'Europe pour les générations futures. Par contre, si nous faisons des propositions, on dit : ils pensent à l'hégémonie ou à l'axe. Lorsque l'on dit axe, bien sûr on y relie beaucoup d'autres choses aussi. Nous devons subir cela ensemble. Je dois le dire très clairement, Jacques Chirac et moi, avons rédigé une proposition commune, ce n'est qu'une proposition, à laquelle on peut adhérer ou ne pas adhérer. Ou alors nous rentrons chez nous, et nous avons l'impression de n'avoir pas fait notre devoir. Aussi loin que je me souviens, cette question est toujours posée on nous dit : ne faites-vous pas de propositions ? Si l'on en fait, on lit alors en première page des journaux : "il se passe quelque chose, quelque chose ne va pas, les choses ne vont plus". Tout ce que nous pouvons faire c'est le supporter. Nous sommes aujourd'hui tous les deux je crois, dans un très bon état d'esprit et nous avons toutes les raisons de l'être. C'est là l'état des relations franco-allemandes.

- QUESTION.- Monsieur le Président, monsieur le Chancelier, je voudrais poser une question sur l'Union économique et monétaire. Je voudrais savoir si vous êtes déjà d'accord sur la date à laquelle une décision concrète devra être prise pour savoir qui participera et qui ne participera pas et si un des deux pays, la France ou l'Allemagne ne participaient pas, ou ne pourraient pas participer à l'Union économique et monétaire, avez-vous réfléchi à des scénarios, que ferait-on dans un tel cas ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Pour répondre, à la première partie de votre question, nous n'avons pas eu de réflexions sur ce point. Deuxième partie de votre question, pas de réflexion non plus, mais l'Union économique et monétaire à laquelle ne participerait pas ensemble la France et l'Allemagne est inimaginable. Il n'est donc pas besoin d'y réfléchir, je n'ai pas besoin de réflexion, je le sais.\

QUESTION.- Monsieur le Président, peut-on vraiment parler aujourd'hui d'un renforcement de la coopération franco-allemande ou plus simplement d'une manière pour vous même et pour le Chancelier d'exorciser les démons qui pèsent en ce moment sur l'Europe. En bon et vieux français, c'est ce qu'on appelle, je crois la méthode "Coué", je ne sais pas le traduire en Allemand malheureusement.

- LE PRÉSIDENT.- Je serais heureux que vous puissiez reposer votre question de façon intelligible. Je n'ai pas du tout compris ce que vous vouliez dire.

- QUESTION.- Je veux dire n'avez-vous pas simplement aujourd'hui avec cette rencontre exorcisé les démons qui pèsent sur l'Europe ?

- LE PRÉSIDENT.- Eh bien, permettez-moi de vous dire que si vous vous reportez à votre documentation - je ne sais pas si vous avez l'habitude de suivre les sommets ou les rencontres franco-allemandes - si tel n'est pas le cas, vous devriez reprendre un peu votre documentation, elle vous montrerait que c'est probablement le sommet où l'on a pris le plus de décisions importantes depuis que nous nous réunissons, notamment, dans le domaine spatial où une décision capitale a été prise, et d'ailleurs aussi dans tous les domaines. Si vous avez écouté attentivement avec le casque de traduction le propos d'introduction du Chancelier, vous avez pu entendre l'ensemble des décisions prises. Alors nous n'en sommes pas à exorciser je ne sais quoi. Nous progressons de façon positive et, je dirais extrêmement utile pour nos deux pays, sur

la bonne voie.

- LE CHANCELIER KOHL.- Je n'ai pas appelé l'évêché de Fribourg pour demander que l'on m'envoie le chapelain qui est responsable de la chasse aux sorcières. Vous aurez constaté que nous n'en sommes pas là. En fait, en novembre, en décembre, quand les brumes entourent la Forêt Noire, on voit facilement des fantômes. Mais je dois dire qu'à Baden-Baden, je n'ai pas vu de démons ("Teufel", nom du ministre président du land aujourd'hui). J'ai vu beaucoup de gens aimables et je le dirai, toute une série de très belles filles de Baden-Baden ! C'est quand même mieux que des démons. Alors il faudrait quand même que vous reconnaissiez ce reste de sentiments chez moi.. Nous sommes arrivés à un chapitre important. Nous allons probablement rapidement pouvoir aller dîner !\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, je voudrais savoir si vous-même dans la préparation de la lettre commune, avez introduit un certain nombre d'idées résultant des consultations avec les chefs d'Etat et de gouvernements d'autres pays de l'Union européenne ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Bien évidemment, nous nous parlons régulièrement. Vous savez que le Président en exercice, Felipe Gonzalez, s'est rendu il y a quelques jours à Bonn et je crois que cette semaine, Jacques Santer est à Paris, j'ai téléphoné à John Major, à Wim Kok et à toute une série d'autres collègues. C'est une chose tout à fait normale. Nous n'en sommes plus à être isolés les uns des autres et à travailler isolés les uns des autres. D'autres questions ?\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, monsieur le Président. D'abord pour M. le Président Chirac, une question directe. Comment allez-vous faire votre discipline budgétaire en France en face de la résistance de beaucoup d'ouvriers et de la population ? Deuxièmement pour tous deux, je vous demande comment vous allez répondre à l'inquiétude du Premier ministre britannique John Major, qui voit la probabilité de grosses difficultés à travers l'Europe, si la monnaie unique était introduite, sans une juste considération des relations avec les pays qui ne participent pas ?

- LE CHANCELIER KOHL.- En ce qui concerne la deuxième partie de la question, je dois dire que je ne connais pas cette déclaration de John Major. Mais, pour le cas où il l'aurait dit... Je suis persuadé qu'il ne l'a pas dit ! Son prédécesseur n'est pas là ! Mais si malgré tout, il avait dit cela, je répondrais qu'il a une fausse idée de l'évolution de l'Europe. Je n'ai pas abandonné l'espoir que nos amis britanniques, avec le décalage normal et nécessaire, pourront en faire partie.

- LE PRESIDENT.- Sur la première question, je dirais simplement en ce qui concerne nos contraintes budgétaires, que celles-ci ont été approuvées par le Parlement et qu'il ne saurait être question de les remettre en cause.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier. Dans la lettre commune page 4, il y a une formulation qui dit qu'un certain nombre de membres de l'Union peuvent entamer une coopération plus étroite, sans que les autres membres soient pour autant exclus, dans le cadre du Traité de Maastricht, et vous souhaitez là-dessus une clause supplémentaire générale. Je voudrais savoir si cela est identique au problème de l'Europe à plusieurs cercles, du premier papier CDU.

- LE CHANCELIER KOHL.- Alors moi, je poserais la question à l'inverse : nous ne voulons exclure personne de l'Europe. Ça a toujours été la politique de nos amis français. C'est aussi notre politique. Mais ce que nous ne voulons pas non plus, c'est que le bateau le plus lent de l'escorte détermine la vitesse de l'ensemble de la formation vers l'avenir. Il faut trouver une moyenne et j'imagine que dans tel ou tel domaine, certains iront un peu plus loin. Mais ce qui est décisif, c'est que personne ne ferme la porte, c'est que la porte reste ouverte.\

QUESTION.- Vous avez lancé un avertissement au Président serbe concernant les deux pilotes français. Est-ce que vous avez plus d'informations ce soir, est-ce que vous avez bon espoir que ces pilotes soient libérés avant le 14 décembre, la réunion de Paris, ou avant Noël ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai malheureusement aucune information ce soir qui me permette de répondre à vos inquiétudes.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier. Dans la lettre commune, je n'ai pas trouvé mention de l'accord de politique étrangère de sécurité commune. Je n'ai pas trouvé mention du coordinateur, du "Monsieur PESC". A-t-il disparu et deuxièmement, avez-vous discuté du nom de la monnaie commune : ECU ? EURO ?

LE CHANCELIER KOHL.- D'abord, Monsieur le Président, je voudrais vous dire que je suis

- LE CHANCELIER KOHL.- Première question. Non, il n'a pas disparu, il y a toute une série de sujets que l'on pourrait aborder aujourd'hui aussi mais vous aurez remarqué d'après les questions de vos collègues qu'on nous reproche une certaine hégémonie sur les autres pays. Nous avons donc été assez réticents. En ce que concerne le nom, eh bien, il y aura une manifestation solennelle à Madrid et nous ne voulons pas anticiper sur ce qui se dira à Madrid et on aura une discussion approfondie. Dernière question ?

- QUESTION.- Monsieur le Chancelier, je voudrais savoir si le pacte de stabilité en Europe, a été discuté. Deuxième question, pourriez-vous nous en dire plus sur cette clause générale, qui doit être introduite dans le Traité ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Bien sûr, nous avons parlé de la première partie de la question, nous avons aussi discuté de la deuxième question mais je répéterai ce que j'ai déjà dit, nous avons discuté du chemin à suivre pour Madrid et nous avons aussi décidé d'un certain nombre de choses que nous allons décider à Madrid je ne pense pas qu'il soit très sage de les soumettre d'ores et déjà à l'opinion. L'impression serait que nous voudrions exercer des pressions psychologiques sur les autres. Mesdames, messieurs, je vous demanderai de faire preuve de compréhension mais, nous devons nous arrêter maintenant. Je vous remercie de votre attention.

- LE PRESIDENT.- Très bien.\